



Annabel Desgrées du Loû : « Proposons aux 16-25 ans de participer à un service civique Covid pour les mois à venir »

Pour la directrice de recherche à l'[Institut de recherche pour le développement \(IRD\)](#), dans une tribune au « Monde », si la suspension des cours de l'enseignement supérieur est nécessaire, cette mesure doit être expliquée, car la jeune génération forme une population moins à risque. Surtout ne la livrons pas à l'inactivité.

« Pour les étudiants de l'enseignement supérieur, les cours ne reprendront pas physiquement jusqu'à l'été. » Au milieu de tant d'autres, cette déclaration du président Macron a été assez peu commentée. Pourtant mesure-t-on ce que cela représente : près de 3 millions de jeunes à l'arrêt pendant six mois, s'il faut attendre septembre pour que leur vie d'étudiant reprenne ?

Dans ce domaine encore, cette décision va aggraver la fracture sociale : l'enseignement académique peut être fait en grande partie en ligne, mais à condition d'avoir un lieu pour se connecter, pour étudier. Comment étudieront ceux qui allaient dans les bibliothèques car ils vivent dans des espaces trop petits ? Comment former à distance aux métiers techniques et artistiques ? Les étudiants les moins aisés, qui vont souffrir le plus de ce semestre sacrifié, vont aussi être touchés de plein fouet par la tardive réouverture des restaurants et des fast-foods, où ils sont très nombreux à travailler pour payer leurs études.

Pour tous, pas de perspective de reprise des cours avant la rentrée de septembre est une mesure dont on peut craindre toute une série de conséquences délétères. Il sera bien difficile de profiter de ce temps d'arrêt forcé pour partir à la découverte d'autres horizons : trouver des stages va être encore plus qu'avant un parcours du combattant, dans un pays sonné, où les entreprises auront bien d'autres priorités que de prendre la responsabilité de stagiaires. Impossible bien évidemment de voyager, sacrifice dur à consentir aussi pour cette génération Erasmus, dont on s'est tant réjoui qu'ils passent de pays en pays.

« Tuer le temps »

Que va-t-il leur rester ? Être les inactifs de notre société, confinés chez eux comme leurs grands-parents ? Le gouvernement a-t-il pris la mesure de ce que c'est que décréter six mois d'inactivité pour une bonne partie de la jeunesse d'un pays ? Le bénéfice épidémiologique en matière de lutte contre le Covid-19 vaut-il les risques en matière de santé psychique, d'augmentation de la consommation de drogue, d'alcool et de tabac chez des jeunes qui en seront réduits à « tuer le temps » ?

Tout d'abord, la rationalité de cette décision doit être expliquée : quelles études épidémiologiques justifient cette décision, lourde d'impacts ? Qu'est-ce qui justifie de rouvrir les lycées et pas l'enseignement supérieur ? Connaît-on le niveau d'immunité des 16-25 ans ? Où sont les modèles épidémiologiques qui conduisent à conseiller la fermeture de leurs lieux de formation ?

Si nous fermons à nos étudiants la porte de leurs écoles, alors qu'ils constituent une classe d'âge quasiment pas à risque pour l'épidémie, et suffisamment mûre pour être en mesure d'appliquer les gestes barrières pour protéger leurs proches, il faut pouvoir leur expliquer la raison de ce sacrifice imposé. Pourquoi ne pas rendre accessibles les données sur le niveau d'immunité par classe d'âge et les modèles de transmission, de la même façon que sur le site [Data.gouv.fr](#) chacun peut accéder aux statistiques de l'épidémie de Covid-19 ?

[Visualiser l'article](#)

Pour vivre le déconfinement, la connaissance et la compréhension des chaînes de transmission sont aussi importantes que l'a été le suivi de la mortalité et de la tension exercée sur les services de réanimation pour maintenir les gens confinés.

Faire fi de tout l'enseignement manuel, artistique, technique

Espérons que cette décision de maintenir fermés ces lieux d'enseignement supérieur ne repose pas uniquement sur un principe de précaution qui serait peu étayé par des données épidémiologiques. Car fermer ces lieux juste par précaution, c'est affirmer que la formation de nos jeunes est facultative, et ne sert donc pas à grand-chose. La remplacer uniquement par de l'enseignement à distance, c'est considérer que les lieux d'échange, entre étudiants et avec les professeurs, sont inutiles, et faire fi de tout l'enseignement manuel, artistique, technique, qui ne peut se faire à distance.

Si vraiment les arguments épidémiologiques montrent que les bénéfices de cette décision sont supérieurs aux risques, alors proposons que ce temps de formation soit remplacé par un temps d'action, au service des plus vulnérables, dans le combat contre cette épidémie : les plus âgés, les migrants, les isolés, les convalescents. Le président a appelé toute la population française à être au front. Proposons aux 16-25 ans de participer à un service civique Covid pour les mois à venir. Ne les reléguons pas dans une « quatrième ligne » inutile et désespérante. Ne laissons pas notre jeunesse au bord du chemin.

Annabel Desgrées du Loû est directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), directrice adjointe de l'Institut Convergences Migrations et membre du Centre Population et développement (Ceped) à l'Université de Paris. Elle est membre du think tank Santé mondiale 2030.